

Mémorial  **Memorial**
du des
Grand-Duché de Luxembourg. **Großherzogtums Luxemburg.**

Lundi, 19 mai 1919.

N^o 35.

Montag, 19. Mai 1919.

Arrêté grand-ducal du 11 avril 1919, portant approbation du règlement du 8 avril 1919, sur l'amélioration de la race des chevaux.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu le règlement arrêté par Notre Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, le 8 avril 1919, modifiant le règlement du 6 novembre 1909, portant modification du titre 1^{er} — de la race chevaline — du règlement du 14 décembre 1861, sur l'amélioration de la race des chevaux, hêtes à cornes et pores;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Le règlement susvisé du 8 avril 1919 est approuvé.

Art. 2. Notre Directeur général de l'agricul-

Großh. Beschluß vom 11. April 1919, betreffend die Genehmigung des Reglementes vom 8. April 1919, über die Veredelung der Pferderasse.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des von Unserm General-Direktor des Ackerbaus, der Industrie und des Handels, unterm 8. April 1919, festgesetzten Reglementes, wodurch das Reglement vom 6. November 1909, über die Abänderung von Titel I -- über die Pferderasse -- des Reglementes vom 14. Dezember 1861, betreffs Veredelung der Pferde-, Hornvieh- und Schweinerassen, abgeändert wird;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates,

Auf den Bericht Unseres General-Direktors des Ackerbaus, der Industrie und des Handels, und nach Beratung der Regierung im Konseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Das vorerwähnte Reglement vom 8. April 1919 ist genehmigt.

Art. 2. Unser General-Direktor des Acker-

ture, de l'industrie et du commerce, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Château de Berg, le 11 mai 1919.

CHARLOTTE.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,*

A. COLLART.

Règlement du 8 avril 1919 sur l'amélioration de la race des chevaux.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE;

Après avoir entendu la Commission d'agriculture;

Arrête:

Le règlement du 6 novembre 1909, modifiant le titre 1^{er} — De la race chevaline — du règlement du 14 décembre 1861, sur l'amélioration de la race des chevaux, bêtes à cornes et porcs, est remplacé par les dispositions suivantes:

Chap. 1^{er}. — Organisation de la monte.

Art. 1^{er}. Il est établi dans le pays un certain nombre de stations d'étalons pour le service de la monte des juments d'autrui.

Le nombre et l'emplacement de ces stations et le nombre des étalons à attacher à chaque station sont déterminés chaque année par le membre afférent du Gouvernement sur la proposition de la commission d'expertise des étalons.

Le ressort de chaque station comprend tout le territoire de la commune du domicile du propriétaire ou détenteur de l'étalon.

Art. 2. Des subsides sont accordés aux propriétaires qui s'obligent à tenir un ou plusieurs étalons en station et à ne laisser saillir ces reproducteurs que dans le ressort de la station leur

haus, der Industrie und des Handels, ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Schloß Berg, den 11. Mai 1919.

Charlotte.

*Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,*

A. Collart.

Reglement vom 8. April 1919, über die Veredelung der Pferderasse.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels;

Nach Anhörung der Ackerbaukommission,

Beschließt:

Das Reglement vom 6. November 1909, betreffend Abänderung des Titels I — über die Pferderasse — des Reglements vom 14. Dezember 1861, über die Veredelung der Pferde-, Hornvieh- und Schweinezucht, ist durch folgende Bestimmungen ersetzt:

Stap. 1. — Einrichtung des Beschäftigungsdienstes.

Art. 1. Im Großherzogtum wird eine bestimmte Anzahl von Hengst-Stationen zur Veredelung fremder Stuten errichtet.

Die Zahl und der Ort dieser Stationen so wie die Zahl der auf jeder Station zu haltenden Beschäler werden jährlich auf Vorschlag der Ackerbaukommission von dem zuständigen Regierungsratsmitglied festgesetzt.

Jeder Stationsbezirk erstreckt sich auf das Gesamtgebiet der Gemeinde, in welcher der Eigentümer oder Halter des Beschälers seinen Wohnsitz hat.

Art. 2. Den Eigentümern, die sich verpflichten, einen oder mehrere Hengste in Station zu halten und dieselben nur in dem ihnen zugewiesenen Stationsbezirk zur Veredelung zuzulassen,

assignée. Ces obligations réciproques cessent de plein droit en cas de vente ou de cession de l'étalon à une tierce personne, ainsi qu'en cas de changement du domicile du bénéficiaire de la station. Ce dernier devra toutefois en faire immédiatement la déclaration au Gouvernement.

Le taux des subsides afférents est fixé à 800 fr.

L'étalon placé en station doit avoir sailli au moins trente juments.

Art. 3. Ne seront admis à la monte que les étalons qui, par suite de leurs qualités, méritent le subside de station.

Art. 4. Pendant le temps de la monte, c'est-à-dire du 1^{er} janvier au 30 juin inclusivement, les étalons en station doivent être constamment tenus, dans le ressort de la station, à la disposition des propriétaires de juments.

Les étalons des dépôts peuvent être employés à la monte de juments appartenant à des propriétaires domiciliés ou non dans le ressort de ces dépôts.

Ils ne pourront quitter leur ressort 1^o que pour être employés à des travaux agricoles sur le territoire des sections de commune immédiatement limitrophes de la section de commune du domicile du détenteur de l'étalon; 2^o si les soins à donner à l'étalon l'exigent. Toute autre absence constatée entraînerait la perte du subside accordé.

Chap. II. — *Admission à la monte.*

Art. 5. Aucun étalon ne peut être employé à la monte des juments d'autrui, s'il n'a poussé les quatre dents d'adulte au moins et s'il n'est constaté par la commission d'expertise instituée conformément au présent règlement qu'il possède les qualités propres à améliorer la race.

Art. 6. L'admission n'est valable que pour le terme d'une année, à compter du jour où

werden Subsidien bewilligt. Diese gegenseitigen Verpflichtungen verfallen von rechts wegen, wenn der Hengst an eine dritte Person verkauft oder abgetreten wird, oder wenn der Stationsinhaber seinen Wohnsitz ändert. Jedoch muß letzterer der Regierung hiervon Mitteilung machen.

Der Betrag dieser Subsidien ist auf 800 Fr. festgesetzt.

Der in Station befindliche Beschäler muß wenigstens dreißig Stuten bedeckt haben.

Art. 3. Zur Beschälung werden nur die Hengste zugelassen, die wegen ihrer Eigenschaften eine Station-prämie verdienen.

Art. 4. Während der Beschälzeit, d. i. vom 1. Januar bis zum 30. Juni einschl. müssen die Stationsbeschäler stetig im Bezirke der Station zur Verfügung der Eigentümer von Stuten gehalten werden.

Dieselben dürfen zur Bedeckung von Stuten verwendet werden, welche Eigentümern gehören, die sowohl im Bezirke der Station als außerhalb desselben wohnhaft sind.

Sie dürfen ihren Bezirk nur verlassen 1. um landwirtschaftliche Arbeiten auf dem Gebiete der unmittelbar an die Gemeindefektion des Wohnsitzes des Hengstehalters angrenzenden Gemeindefektionen zu verrichten; 2. wenn die Behandlung des Hengstes es erfordert. Jede andere Abwesenheit würde den Verlust des bewilligten Subsidies nach sich ziehen.

Cap. II. — *Anforderung zur Beschälung.*

Art. 5. Kein Hengst darf zur Beschälung zugelassen werden, der nicht wenigstens vier Ersatzzähne hat und von dem die, nach gegenwärtigem Reglement eingesetzte Schaukommission ertannt hat, daß er die zur Rasseverbesserung nötigen Eigenschaften besitzt.

Art. 6. Die Anführung gilt nur für die Dauer eines Jahres von dem Tage an, an dem sie statt-

elle a eu lieu jusqu'à celui où elle est faite l'année suivante.

Art. 7. Les étalons non reçus âgés de plus d'un an ne peuvent être envoyés au pâturage commun, ni être laissés en liberté avec des juments appartenant à autrui.

Art. 8. Les étalons reçus sont marqués, immédiatement et au fur et à mesure de leur admission, sous la crinière du côté gauche, au moyen d'un fer chaud portant un chiffre à désigner par le membre afférent du Gouvernement.

Cette réception est en outre constatée par un permis de saillie, valable pour un an, contenant le signalement de l'étalon et la désignation du ressort de la station lui assignée.

Un exemplaire du présent règlement sera remis au propriétaire de l'étalon, avec le permis de saillie.

Art. 9. Les propriétaires ou détenteurs des étalons admis à la monte doivent exhiber le permis de saillie et le livret de saillie, chaque fois qu'ils en seront requis par un agent chargé de surveiller l'exécution du présent règlement ou par les particuliers qui désirent faire saillir leurs juments.

Art. 10. Les détenteurs d'étalons sont tenus d'admettre à la monte toutes les juments exemptes de maladies contagieuses ou de défauts et tares héréditaires, âgées de trois ans au moins.

Il ne peut être élevé de contestation de ce chef, si le propriétaire de la jument produit un certificat d'un vétérinaire du Gouvernement, constatant que la jument ne se trouve dans aucun des cas prévus ci-dessus.

Art. 11. Les détenteurs d'étalons ne peuvent être forcés de laisser saillir leurs entiers plus de trois fois par jour.

findet, bis zu demjenigen an dem sie im nächsten Jahre erfolgt.

Art. 7. Nicht angeführte, und über ein Jahr alte Hengste dürfen nicht mit fremden Stuten auf die Weide getrieben noch mit solchen frei zu sammengelassen werden.

Art. 8. Angeführte Beschäler werden sofort nach ihrer Anführung auf der linken Seite unter der Mähne mittels eines Brenneisens gebrannt, welches eine Ziffer trägt, die von dem zuständigen Regierungsmitgliede bestimmt wird.

Außerdem wird diese Anführung durch einen Beschälerlaubnißschein bestätigt, der auf ein Jahr lautet, das Signalement des Hengstes und die Bezeichnung des Bezirkes der ihm zugetriebenen Station enthält.

Nebst dem Beschäl-Erlaubnißschein wird dem Besitzer des Hengstes ein Exemplar gegenwärtigen Reglements behändigt.

Art. 9. Die Eigentümer oder Halter von angeführten Hengsten müssen den Beschälerlaubnißschein sowie das Beschälungsbuch jedesmal auf Ersuchen des mit der Aufsicht über die Vollziehung dieses Reglements beauftragten Beamten oder der Privaten, die ihre Stuten wollen decken lassen, vorzeigen.

Art. 10. Die Hengstehalter sind verpflichtet, alle gesunden und von Erbunfällen freien, wenigstens drei Jahre alten Stuten zur Bedeckung zuzulassen.

Ein diesbezüglicher Einwand kann nicht erhoben werden, sobald der Eigentümer der Stute ein von einem Staatstierarzt ausgestelltes Zeugnis vorbringt, aus welchem hervorgeht, daß die Stute sich in keinem der oben erwähnten Fälle befindet.

Art. 11. Die Hengstehalter können nicht gezwungen werden, ihre Hengste mehr als dreimal des Tages zur Beschälung zuzulassen.

Tout détenteur de jument qui la présente après que ces saillies ont eu lieu, peut se faire inscrire dans un registre à tenir à cette fin par le propriétaire de l'étalon. Les juments sont alors admises à la saillie d'après l'ordre de leur inscription.

Les propriétaires de juments peuvent retenir d'avance leur inscription sur ce registre.

Art. 12. Les détenteurs d'étalons servant à la monte des juments d'autrui doivent inscrire dans un livret en double la date des saillies, le signalement ainsi que les noms et domiciles des propriétaires des juments. Ces inscriptions sont à signer immédiatement par les conducteurs des juments. Les livrets seront remis aux détenteurs d'étalons par la commission d'expertise.

Les étalonniers délivrent aussi aux propriétaires de juments des certificats indicatifs de la date de la saillie, contenant les renseignements portés au dit livret. Les saillies subséquentes ou le refus de la jument sont mentionnés dans le même certificat.

Art. 13. Le Gouvernement pourra fixer une taxe minimum de saillie.

Art. 14. L'un de ces livrets, dûment certifié par les propriétaires d'étalons et visé par le bourgmestre de la commune du domicile, est à remettre entre les mains du secrétaire de la commission d'expertise quinze jours avant la date des concours du mois de juillet, l'autre livret reste entre les mains du propriétaire de l'étalon.

Après les concours, le secrétaire de la commission d'expertise transmet les livrets au président de la commission d'agriculture.

Art. 15. Durant le temps de la monte, les propriétaires d'étalons admis présentent ces étalons une fois par mois, chez eux, au vétérinaire du Gouvernement du ressort, le jour qu'il leur désigne, et lui soumettent leurs livrets.

Jeder Besitzer einer Stute, der dieselbe nach diesen Beschälungen vorführt, kann seinen Namen in ein zu diesem Zwecke vom Eigentümer des Hengstes zu haltendes Buch eintragen lassen. Die Stuten werden alsdann in der Reihenfolge ihrer Einschreibung zur Beschälung zugelassen.

Die Besitzer von Stuten können sich im Voraus in dieses Register eintragen lassen.

Art. 12. Die Halter von Hengsten die zur Bedeckung fremder Stuten bestimmt sind, müssen in ein in duplo geführtes Buch das Datum der Beschälungen, das Signalement der Stuten sowie Namen und Wohnort der Eigentümer der Stuten eintragen. Diese Eintragungen sind unverzüglich von dem Stutenführer zu beglaubigen. Diese Bücher werden den Hengstehaltern von der Schaut Kommission eingehändigt.

Die Hengstehalter stellen ebenfalls den Eigentümern von Stuten Bescheinigungen aus, welche das Datum der Beschälung sowie die in besagtes Buch eingetragenen Angaben enthalten. Die späteren Beschälungen oder die Weigerung der Stute werden auf der nämlichen Bescheinigung vermerkt.

Art. 13. Die Regierung kann ein Minimal-Sprunggeld festsetzen.

Art. 14. Ein Exemplar dieses Buches wird von den Besitzern der Beschäler gehörig bescheinigt, vom Bürgermeister der Gemeinde ihres Wohnsitzes beglaubigt und dem Sekretär der Schauf Kommission 14 Tage vor dem im Monat Juli stattfindenden Konkurse übermittelt.

Das andere Exemplar verbleibt dem Eigentümer des Hengstes.

Nach dem Konkurse übermittelt der Sekretär der Schauf Kommission die Beschälbücher dem Präsidenten der Ackerbau Kommission.

Art. 15. Während der Beschälzeit führen die Besitzer von angeführten Hengsten diese einmal monatlich an ihrem Wohnsitz und an dem ihnen bezeichneten Tage dem Staats tierarzte des Bezirkes vor und unterbreiten ihm ihre Bücher.

Les vétérinaires donnent, le cas échéant, aux propriétaires d'étalons les instructions dont ils peuvent avoir besoin.

Pour le cinq de chaque mois, les vétérinaires adressent à la commission d'agriculture un rapport sur les résultats des visites du mois précédent.

Annuellement, au mois d'octobre, la commission d'agriculture adresse au membre afférent du Gouvernement un rapport sur la monte de l'année, d'après les renseignements fournis par les vétérinaires du Gouvernement et les données des livrets prévus à l'art. 12 ci-dessus.

Art. 16. L'admission des étalons ayant déjà servi dans la dernière saison se fera lors des concours pour la distribution des primes du mois de juillet. Pour ceux qui sont ajournés lors de cette expertise ou qui, pour un motif sérieux, n'ont pu y être présentés, ainsi que pour tous les autres étalons, une seconde expertise aura lieu annuellement, dans le courant du mois de décembre, au chef-lieu de chaque arrondissement judiciaire, aux jours à déterminer par le membre afférent du Gouvernement.

En cas d'urgence et notamment lorsque des étalons n'ont pu, pour un motif plausible, être présentés à la première expertise, la commission pourra, avec l'assentiment du membre afférent du Gouvernement, procéder à une expertise supplémentaire aux frais et à charge des requérants.

Art. 17. Le membre afférent du Gouvernement fait connaître chaque année, par voie de publication, les jours fixés pour la réunion de la commission d'expertise.

Les propriétaires des étalons présentés à l'expertise doivent être pourvus d'un certificat du bourgmestre de leur commune contenant le signalement de l'étalon.

Chap. III. — *Commission d'expertise.*

Art. 18. La commission d'expertise mention-

Die Tierärzte geben eintretenden Falls den Besitzern von Hengsten die nötigen Anweisungen.

Für den 5. jeden Monats reichen die Tierärzte der Ackerbaukommission einen Bericht ein über die Ergebnisse der Untersuchungen des verfloffenen Monats.

Jedes Jahr im Monat Oktober übermacht die Ackerbaukommission dem zuständigen Regierungsmitgliede einen Bericht über die Jahresbeschälung, gemäß den von den Staatstierärzten gelieferten und den in Art. 12 erwähnten Angaben der Bücher.

Art. 16. Die Anführung der bereits im Vorjahre zur Beschälung zugelassenen Hengste findet beim Prämierungs-Konkurse im Monat Juli statt. Für die Hengste, die bei dieser Untersuchung zurückgestellt werden, oder die aus einem triftigen Grunde nicht vorgeführt werden konnten, sowie für alle anderen Hengste, findet alljährlich im Monat Dezember eine zweite Untersuchung statt, im Hauptorte eines jeden Gerichtsbezirkes und an den von dem zuständigen Regierungsmitglied zu bestimmenden Tagen.

In dringenden Fällen und insbesondere wenn Hengste aus einem triftigen Grunde bei der ersten Schau nicht vorgeführt werden konnten, kann die Kommission mit Zustimmung des zuständigen Regierungsmitgliedes eine ergänzende Untersuchung auf Kosten und zu Lasten der Antragsteller vornehmen.

Art. 17. Das zuständige Regierungsmitglied gibt jährlich die Versammlungstage der Schaukommission öffentlich bekannt.

Die Besitzer der zur Untersuchung vorgeführten Hengste müssen eine Bescheinigung des Bürgermeisters ihres Wohnortes, die das Signalement des Hengstes angibt, heibringen.

Kap. III. — *Schaukommission.*

Art. 18. Die in Art. 5 erwähnte Schaukom-

née à l'art. 5 est composée de trois membres nommés par le membre afférent du Gouvernement, sur une liste double proposée par la commission d'agriculture.

Le président est désigné par le Gouvernement. L'un des membres doit être vétérinaire du Gouvernement.

La commission actuelle est dissoute. Il sera procédé à la nomination d'une nouvelle commission avant le 1^{er} juillet 1919.

Le secrétaire de la commission d'agriculture remplit les fonctions de secrétaire de la commission d'expertise. Il rédige les procès-verbaux et délivre les documents nécessaires. Il n'a voix ni délibérative, ni consultative.

En cas d'empêchement d'un membre ou du secrétaire de cette commission, il sera pourvu à son remplacement par le président.

En cas d'empêchement du président, il est pourvu à son remplacement comme membre, par le plus âgé des membres présents, lequel, dans ce cas, présidera également la commission.

Art. 19. Les membres de cette commission sont nommés pour une durée de trois années, la commission est renouvelée par tiers chaque année. Un tirage au sort détermine l'ordre de sortie des membres. Les membres sortants ne pourront obtenir une nouvelle nomination qu'après un intervalle d'un an.

Art. 20. Les décisions sont prises à la majorité des voix et sans appel: un étalon rejeté ne peut être présenté à une expertise supplémentaire dans la même année.

Art. 21. Les membres de la commission ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement, ni entre eux, ni avec les personnes ayant un étalon à présenter.

Dans ce cas, le membre empêché d'assister à l'expertise est remplacé de la manière prévue à l'art. 18 ci-dessus.

mission besteht aus drei Mitgliedern, die von dem zuständigen Regierungsmitgliede, nach einer doppelten, von der Ackerbaukommission in Vorschlag gebrachten Liste, ernannt werden.

Der Präsident wird von der Regierung ernannt. Ein Mitglied muß Staatstierarzt sein.

Die gegenwärtig bestehende Kommission ist aufgelöst.

Eine neue Kommission wird vor dem 1. Juli 1919 ernannt werden.

Als Sekretär der Schaufkommission fungiert der Sekretär der Ackerbaukommission. Er nimmt die Protokolle auf und fertigt die nötigen Schriftstücke aus. Er hat weder beschließende noch beratende Stimme.

Im Verhinderungsfalle werden die Mitglieder und der Sekretär vom Präsidenten ersetzt.

Ist der Präsident verhindert, so wird er vertreten durch das älteste, anwesende Mitglied, welches ebenfalls in der Kommission den Vorsitz führt.

Art. 19. Die Mitglieder der Schaufkommission werden auf eine Dauer von drei Jahren ernannt; ein Drittel wird jedes Jahr erneuert. Das Los gibt die Austrittsordnung an. Die ausscheidenden Mitglieder können erst nach Verlauf eines Jahres wieder ernannt werden.

Art. 20. Die Entscheide erfolgen mit Stimmmehrheit und ohne Berufung; ein abgeförter Hengst kann im Laufe desselben Jahres zu einer zweiten Untersuchung nicht zugelassen werden.

Art. 21. Die Mitglieder der Kommission dürfen nicht, weder unter sich noch mit Personen, die einen Hengst vorführen, bis zum 3. Grade einschl. verwandt oder verschwägert sein.

In diesem Falle wird das an der Teilnahme der Untersuchung verhinderte Mitglied in der durch Art. 18 vorgeschriebenen Weise ersetzt.

Art. 22. La commission inscrit dans un registre tous les étalons soumis à l'expertise avec leur signalement, ainsi que les motifs du rejet ou de l'ajournement.

Ce registre est adressé au Gouvernement avec un rapport sur les opérations de la commission.

Art. 23. Un tableau, contenant les noms des propriétaires des étalons admis, ainsi que les autres renseignements portés au permis de saillie mentionné ci-dessus, est inséré au *Mémorial* et affiché.

Art. 24. Les frais de voyage des membres et du secrétaire de la commission d'expertise sont de 0,30 fr. par kilomètre sur voie ordinaire et de 0,10 fr. par kilomètre sur voie ferrée, il leur sera taxé 20 fr. pour chaque journée d'opération.

Chap. IV. — *Des primes.*

§ 1^{er}. — Des primes pour les étalons.

Art. 25. Il est décerné chaque année des primes aux étalons ayant fait le service de la monte en station dans le Grand-Duché.

Ces primes sont de deux sortes: primes de concours et primes de conservation.

A. Le nombre des primes de concours, pour chaque arrondissement, est fixé comme suit:

a) cinq primes aux propriétaires des meilleurs étalons servant la première année à la monte dans le pays;

b) cinq primes aux meilleurs étalons ayant fait la monte pendant deux années au moins dans le pays;

c) trois primes aux meilleurs étalons élevés dans le Grand-Duché et y servant à la monte, quel que soit le nombre d'années de service, auxquels aucune des primes prévues aux deux alinéas qui précèdent n'a été accordée. Elles ne seront pas inférieures à celles accordées aux étalons mentionnés sub a et b.

Art. 22. Die Kommission vermerkt in ein Register alle zur Untersuchung vorgeführten Hengste, deren Signalement sowie die Gründe der Ablehnung oder der Vertagung.

Dieses Register wird zugleich mit dem Bericht über das Geschäft der Kommission an die Regierung gesandt.

Art. 23. Ein Verzeichnis, das die Namen der Eigentümer der angeführten Hengste sowie die im vorerwähnten Anführungscheine eingetragenen Ausgaben enthält, wird ins „Memorial“ eingebracht und durch Anschlag bekannt gegeben.

Art. 24. Die Reisekosten der Mitglieder und des Sekretärs der Schaut Kommission betragen 0,30 Fr. pro Km. gewöhnlichen Weges und 0,10 Fr. pro Km. per Eisenbahn; für jeden Tag des Rührungsgeschäftes werden ihnen 20 Fr. vergütet.

Kap. IV. — Prämien.

§ 1. — Prämien für die Hengste.

Art. 25. Jedes Jahr werden Prämien zuerkannt für die den Beschälldienst in Station im Großherzogtum verrichtenden Hengste.

Diese Prämien sind zweierlei Art. Konkursprämien und Weibehaltungsprämien.

A. Die Zahl der Konkursprämien für jeden Bezirk ist festgesetzt wie folgt:

a) fünf Prämien zu Gunsten der Besitzer der besten Hengste, die fürs erste Jahr zur Beschälung im Lande dienen,

b) fünf Prämien zu Gunsten der Besitzer der besten Hengste, die wenigstens während zwei Jahren zur Beschälung im Lande gedient haben;

c) drei Prämien zu Gunsten der Besitzer der besten im Lande gezogenen Hengste, die daselbst zur Beschälung dienen, etwerlei wie lange sie gedient haben, denen keine der in den vorhergehenden Absätzen vorgesehenen Prämien zuerkannt wurde.

Diese Prämien dürfen nicht geringer sein als die sub a und b zugestandenen Prämien.

B. Le nombre des primes de conservation est fixé à six pour chaque arrondissement: elles seront de 500 fr. chacune et pourront être accordées aux propriétaires des meilleurs étalons ayant servi à la monte pendant trois ans au moins.

Un arrêté ministériel pourra modifier le nombre et le taux des primes de concours et de conservation.

Art. 26. Ne sont admis à concourir pour les primes de conservation que les étalons qui ont fait la monte pendant trois années au moins dans le pays et qui ont remporté une prime lors de la distribution d'une année antérieure, et que les propriétaires s'obligent à conserver encore une année entière pour servir à la monte publique.

Art. 27. Ces primes sont décernées chaque année par la commission d'expertise mentionnée à l'art. 18 et convoquée à cette fin à Luxembourg et à Diekirch pendant le mois de juillet, par le membre afférent du Gouvernement.

Art. 28. Les étalons primés sont marqués gratuitement, au moyen d'un fer rouge, sous la crinière du côté gauche, d'un signe distinctif qui se composera de la lettre initiale majuscule du nom du Souverain, surmontée d'une couronne.

Art. 29. Les primes ne seront décernées que pour autant que la commission reconnait que les étalons admis à la monte pour l'année et présentés au concours réunissent encore les qualités d'un bon reproducteur, et qu'il résulte des registres prescrits par l'art. 12 du présent règlement que les étalons ont servi à la monte publique et qu'ils ont sailli au moins trente juments depuis leur dernière admission.

Art. 30. Les primes de concours ainsi décernées, ainsi que les subsides accordés en vertu

B. Die Zahl der Weibehaltungsprämien ist für jeden Bezirk auf sechs festgesetzt. Dieselben betragen je 500 Fr. und können den Besitzern der besten Hengste, die wenigstens drei Jahre zur Beschälung gedient haben, bewilligt werden.

Die Zahl und der Betrag der Konturs- und Weibehaltungsprämien kann durch Ministerialbeschluß geändert werden.

Art. 26. Zum Konturs für die Weibehaltungsprämien können nur diejenigen Hengste zugelassen werden, die wenigstens drei Jahre zur Beschälung im Lande gedient haben und bereits bei einer vorjährigen Verteilung prämiert worden sind; außerdem müssen die Besitzer sich verpflichten, dieselben noch ein ganzes Jahr zur Beschälung zur Verfügung zu halten.

Art. 27. Diese Prämien werden jedes Jahr von der in Art. 18 erwähnten Schautominmission zuerkannt, die zu diesem Zwecke im Monat Juli zu Luxemburg und zu Diekirch von dem zuständigen Regierungsmitgliede zusammenberufen wird.

Art. 28. Den prämierten Hengsten wird unentgeltlich mittels eines Brenneisens auf der linken Seite unter der Mähne ein Erkennungszeichen eingebrannt, das aus dem großen, geträumten Anfangsbuchstaben des Herrschers besteht.

Art. 29. Die Prämien werden nur bewilligt sofern die Kommission erkennt, daß die fürs Jahr zur Beschälung angeführten und zum Konturs geführten Hengste die Eigenschaften eines guten Beschälers noch besitzen und aus den nach Art. 12 des gegenwärtigen Reglements zu führenden Büchern hervorgeht, daß die Hengste zur Beschälung gedient und seit ihrer letzten Anführung wenigstens dreißig Stuten gedeckt haben.

Art. 30. Die so zuerkannten Kontursprämien, sowie die gemäß Art. 2 des gegenwärtigen Re-

de l'art. 2 du présent règlement sont payés immédiatement aux intéressés.

Le paiement des primes de conservation sera effectué à la réunion annuelle qui suit celle où elles ont été décernées. Pour obtenir ce paiement, les propriétaires ou détenteurs des étalons doivent les représenter devant la commission, à moins d'impossibilité pour cause de maladie ou d'accident grave constatés par un certificat du vétérinaire du Gouvernement du ressort, visé par le bourgmestre du lieu du domicile du propriétaire et remis au président de la commission le jour de l'expertise.

Les primes de conservation ne pourront être cumulées avec les primes de concours.

La prime est due si l'étalon vient à mourir avant l'époque pour être représenté à la commission d'expertise. Dans ce cas, le propriétaire peut toucher le montant de la prime à l'époque déterminée, à la condition que la mort de l'étalon ait été signalée par écrit au bourgmestre dans les vingt-quatre heures. Cette déclaration doit être accompagnée d'une attestation du vétérinaire du ressort visée par le bourgmestre et adressée, dans la huitaine, au membre afférent du Gouvernement qui en donne connaissance à la commission d'expertise en temps utile.

§ 2. — Des primes pour les juments.

Art. 31. Il est institué un concours annuel entre les propriétaires des meilleures juments poulinières de trait.

Ce concours a lieu devant la commission mentionnée à l'art. 18 ci-dessus, aux chefs-lieux des arrondissements judiciaires, à l'époque déterminée à l'art. 27 du présent règlement.

Le nombre et le taux des primes à distribuer seront fixés annuellement par le membre afférent du Gouvernement sur la proposition de la commission d'agriculture.

gements bewilligten Subsidien werden sofort an die Beteiligten ausbezahlt.

Die Zahlung der Beibehaltungsprämien erfolgt erst nach Jahresfrist bei dem jährlichen Zusammentritt der Schaukommission. Zu diesem Zwecke haben die Hengsthalter ihre Beschäler der Kommission von Neuem vorzuführen, außer bei Unmöglichkeit wegen Krankheit oder schweren Unfalls; letzteres muß von dem Staatstierarzte des Bezirks bescheinigt sein. Dieses Zeugnis, vom Bürgermeister des Wohnortes des Besitzers beglaubigt, ist dem Präsidenten der Kommission am Untersuchungstage einzuhändigen.

Die Beibehaltungs- und die Konkursprämien können nicht zusammen und denselben Hengsthaltern bewilligt werden.

Die Zahlung der Prämie hat zu erfolgen, wenn der Hengst vor der Zeit eingeht wo er der Untersuchungskommission vorgeführt werden soll. In diesem Falle kann der Besitzer den Betrag der Prämie zu dem festgesetzten Termine erheben unter der Bedingung, daß er das Eingehen des Hengstes dem Bürgermeister des Wohnortes binnen 24 Stunden schriftlich angezeigt hat. Diese Anzeige muß mit einer Bescheinigung des Tierarztes des Bezirkes belegt sein, welche vom Bürgermeister beglaubigt, innerhalb acht Tagen an das zuständige Regierungsmitglied einzureichen ist, das die Schaukommission rechtzeitig davon in Kenntnis setzt.

§ 2. — Prämien für die Stuten.

Art. 31. Es findet jährlich ein Konkurs statt zwischen den Eigentümern der besten zur Zucht geeigneten Zugstuten.

Dieser Konkurs wird vor der in Art. 18 bezeichneten Kommission zu der in Art. 7 des gegenwärtigen Reglements bestimmten Zeit in den Hauptorten der Gerichtsbezirke abgehalten.

Zahl und Betrag der dabei zur Verteilung gelangenden Prämien werden auf Antrag der Ackerbaukommission von dem zuständigen Regierungsmitgliede festgesetzt.

Art. 32. Pour être admises au concours les juments doivent être âgées de quatre ans au moins et suivies du poulain de l'année.

Art. 33. Tout propriétaire d'une jument présentée au concours doit être porteur:

1° d'un certificat délivré par le bourgmestre de la commune de son domicile, contenant le signalement de la jument;

2° d'un certificat du même bourgmestre constatant la naissance du poulain et en contenant le signalement;

3° d'un certificat du propriétaire de l'étalon attestant que le poulain provient d'un étalon admis à la monte dans le Grand-Duché.

Art. 34. La même jument ne peut obtenir qu'une fois la première prime.

Les juments primées sont également marquées du signe distinctif mentionné à l'art. 28 pour les étalons.

Luxembourg, le 8 avril 1919.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,
A. COLLART.*

Arrêté grand-ducal du 17 mai 1919, concernant la réglementation du commerce.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'arrêté grand-ducal du 30 août 1918, concernant le commerce;

Vu encore l'arrêté grand-ducal du 29 janvier 1919, modifiant l'arrêté grand-ducal du 30 août 1918, concernant le commerce;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre;

Art. 32. Die Stuten müssen, um zum Concours zugelassen zu werden, wenigstens vier Jahre alt und von ihrem im Jahre geworfenen Füllen begleitet sein.

Art. 33. Jeder Besitzer einer zum Concours vorgeschulten Stute hat beizubringen:

1. ein vom Bürgermeister der Gemeinde seines Wohnortes ans gefertigtes Zeugnis, welches das Signalement der Stute an gibt;

2. ein Zeugnis desselben Bürgermeisters, das die Geburt des Füllens und dessen Signalement an gibt;

3. ein Zeugnis des Hengstehalters, gemäß welchem die Stute von einem im Großherzogtum angeführten Hengste bedeckt worden ist.

Art. 34. Ein und dieselbe Stute kann nur einmal die erste Prämie erhalten.

Die prämierten Stuten werden ebenfalls mit dem im Art. 28 erwähnten Erkennungszeichen für Hengste gebrannt.

Luxemburg, den 8. April 1919.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
A. Collart.

Großh. Beschluß vom 17. Mai 1919, betreffend den Handel.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.,

Nach Einsicht des Groß. Beschlusses vom 30. August 1918, betreffend den Handel;

Gesehen desgleichen den Großh. Beschluß vom 29. Januar 1919, in Abänderung des Großh. Beschlusses vom 30. August 1918, betreffend den Handel;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, wodurch der Regierung die nötigen Befugnisse erteilt werden, zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'État, et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Directeur général de l'Agriculture, de l'industrie et du commerce, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Les art. 2 et 10 de l'arrêté grand-ducal du 30 août 1918 et l'arrêté grand-ducal du 29 janvier 1919 (registre de contrôle et transport des marchandises) sont rapportés.

Art. 2. Pour le surplus, les dispositions de l'arrêté grand-ducal du 30 août 1918 resteront maintenues.

Art. 3. Notre Directeur général de l'Agriculture, de l'industrie et du commerce, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 17 mai 1919.

CHARLOTTE.

*Le Directeur général de l'Agriculture,
de l'industrie et du commerce,
A. COLLART.*

Arrêté grand-ducal du 17 mai 1919, concernant l'importation de ciment.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'arrêté grand-ducal du 27 février 1919, concernant l'importation de ciment par toutes les frontières;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'État, et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Directeur général de

l'agriculture, de l'industrie et du commerce, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Sur le rapport de Notre Directeur général de l'Agriculture, de l'industrie et du commerce, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Artikel 2 und 10 des Großh. Beschlusses vom 30. August 1918, und der Großh. Beschluß vom 29. Januar 1919 (Kontrollregister und Warentransport) sind außer Kraft gesetzt.

Art. 2. Im Übrigen bleiben die Bestimmungen des Großh. Beschlusses vom 30. August 1918, zu Recht bestehen.

Art. 3. Unser General-Direktor des Ackerbaus, der Industrie und des Handels ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Luxemburg, den 17. Mai 1919.

Charlotte.

*Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
H. Collart.*

Großh. Beschluß vom 17. Mai 1919, betreffend die Einfuhr von Zement.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 27. Februar 1919, betreffend die Einfuhr von Zement über alle Grenzen;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, wodurch der Regierung die nötigen Befugnisse erteilt werden zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 16. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrates und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors

l'agriculture, de l'industrie et du commerce, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. L'arrêté précité du 27 février 1919, concernant l'importation de ciment par toutes les frontières est rapporté.

Art. 2. Notre Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 17 mai 1919.

CHARLOTTE.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,*

A. COLLART.

Avis. — Jury d'examen.

A la prochaine session ordinaire des jurys, les examens pour la candidature en philosophie et lettres, préparatoire à l'étude du droit, pour la candidature en philosophie et lettres, préparatoire au doctorat en philosophie et lettres, pour le premier et le second examen de la candidature en sciences physiques et mathématiques, pour le premier et le second examen de la candidature en sciences naturelles, pour la candidature et le premier doctorat en droit, pour la candidature en médecine, pour le grade de candidat-vétérinaire, pour le grade de candidat en pharmacie et pour les doctorats en philosophie et lettres, en sciences physiques et mathématiques et en sciences naturelles devront être terminées avant le 15 octobre prochain.

Les autres examens pourront avoir lieu après cette date.

Les demandes devront être adressées au soussigné avant le 15 août prochain, accom-

des Ackerbaus, der Industrie und des Handels und nach Beratung der Regierung im Minister;

Haben beschlossen und beschließen;

Art. 1. Der vorerwähnte Beschluß vom 27. Februar 1919, betreffend die Einfuhr von Zement über alle Grenzen, ist außer Kraft gesetzt.

Art. 2. Unser General-Direktor des Ackerbaus, der Industrie und des Handels ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Luxemburg, den 17. Mai 1919.

Charlotte.

*Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,*

A. Collart.

Bekanntmachung. — Prüfungsjury.

In der nächsten ordentlichen Sitzung der Jurys, müssen die Prüfungen für die Kandidatur der Philosophie und Philologie als Vorbereitung auf das Rechtsstudium, für die Kandidatur der Philosophie und Philologie als Vorbereitung auf das Doktorat der Philosophie und Philologie, für die erste und zweite Prüfung der Kandidatur in den physikalischen und mathematischen Wissenschaften, für die erste und zweite Prüfung der Kandidatur in den Naturwissenschaften, für die Kandidatur und das erste Doktorat der Rechte, für die Kandidatur der Medizin, für die Kandidatur in der Tierarzneifunde, für den Grad von Kandidat der Pharmazentik, sowie die Doktorate der Philosophie und Philologie, der physikalischen und mathematischen Wissenschaften und der Naturwissenschaften vor dem 15. Oktober i. beendet sein.

Die übrigen Prüfungen können nach diesem Zeitpunkte stattfinden.

Die Gesuche nebst den durch Art. 43 des Gesetzes vom 8. März 1875 vorgesehenen Beleg-

pagnées des pièces justificatives exigées par l'art. 43 de la loi du 8 mars 1875.

Luxembourg, le 16 mai 1919.

*Le Directeur général
de l'instruction publique,
N. WELTER.*

Avis. — Association syndicale.

Par arrêté du soussigné en date du 16 mai 1919, l'association syndicale pour l'établissement de chemins d'exploitation aux lieux dits « Weisengruben », « Breitfeld » etc. à Niedercorn, dans la commune de Differdange, a été autorisée.

Cet arrêté ainsi qu'un double de l'acte d'association sont déposés au Gouvernement et au secrétariat communal de Differdange.

Luxembourg, le 16 mai 1919.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,
A. COLLART.*

Avis. — Association syndicale.

Par arrêté du soussigné en date du 17 mai 1919, l'association syndicale pour l'établissement d'un assainissement « In Rogel », « in Alteyer » etc. à Mondercange, dans la commune de Mondercange, a été autorisée.

Cet arrêté ainsi qu'un double de l'acte d'association sont déposés au Gouvernement et au secrétariat communal de Mondercange.

Luxembourg, le 17 mai 1919.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,
A. COLLART.*

Studen sollen vor dem 15. August funftiq an den Unterzeichneten emgesandt werden.

Luxemburg, den 16 Mai 1919.

Der General-Direktor des öffentlichen
Unterrichtes,
N. Welter.

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom 16 Mai 1919, ist die Syndikatsgenossenschaft für Anlage von Feldwegen, Orte genannt „Weisengruben“, „Breitfeld“ usw. zu Niedertorn, Gemeinde Differdingen, ermächtigt worden.

Dieser Beschluß sowie ein Duplikat des Genossenschaftsakttes sind in der Regierung und dem Gemeindefekretariate von Differdingen hinterlegt.

Luxemburg, den 16. Mai 1919.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
A. Collart.

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom 17. Mai 1919, ist die Syndikatsgenossenschaft für Anlage einer Entwässerung „In Rogel“ in „Alteyer“ usw. zu Monnerich, Gemeinde Monnerich ermächtigt worden.

Dieser Beschluß sowie ein Duplikat des Genossenschaftsakttes sind in der Regierung und dem Gemeindefekretariate von Monnerich hinterlegt.

Luxemburg, den 17. Mai 1919.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
A. Collart.

568

L'an 1919, le 12 mai, à la requête de la fabrique d'église de Buschrodt, représentée par son président, M. Jean Loutsch, et son trésorier M. Nicolas Loesch, tous deux à Buschrodt :

je soussigné, Jean-Nicolas Geib, huissier, demeurant à Luxembourg, immatriculé près le tribunal d'arrondissement séant en cette ville, ai signifié et déclaré à la société anonyme des chemins de fer Guillaume-Luxembourg, dont le siège social est à Luxembourg, représentée par son administrateur délégué M. Léon Metz, maître de forges à Esch-s.-Alz., que par les présentes ma requérante donne main-levée pure et simple de l'opposition formée par exploit du ministère de l'huissier Hemi Geib, de Luxembourg, en date du 25 octobre 1904 sur les obligations de la signifiée, portant les n^{os} 36228 et 49097, avec déclaration que ma requérante, pour se conformer à l'art. 18 de la loi du 16 mai 1891, et pour assurer jusqu'au 1^{er} novembre 1924 la publication du numéro du titre remplacé, soit le n^o 49097, ma requérante fera insérer le présent extrait dans le *Mémorial* du Grand-Duché de Luxembourg.

Pour extrait conforme: J.-N. Geib, huissier à Luxembourg.

